



CHAPITRE 54

Loi modifiant la Charte de la
Ville de Québec

[Sanctionnée le 30 juin 1976]

Préam-
bule.

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la Ville de Québec et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, le chapitre 95 des lois de 1929 et les lois qui la modifient, soit de nouveau modifiée;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1929, c.
95, a. 5c,
aj.

1. La Charte de la Ville de Québec (1929, chapitre 95) est modifiée par l'addition, après l'article 5*b*, du suivant:

Limites.

« **5c.** Est déclarée faire partie du territoire de la ville l'étendue de terrain formée d'une partie des lots 589-A, 589-B, 589-C et 589-2-2 du cadastre de la paroisse de Saint-Roch-Nord et renfermée dans les limites ci-après décrites, à savoir: partant d'un point situé sur le côté nord-est de l'avenue Monseigneur-Gosselin (lot 585-129) dans le prolongement de la ligne nord-ouest de la 24^e rue (lot 585-128); de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: une ligne droite dans le lot 589-A, perpendiculaire au côté nord-est de l'avenue Monseigneur-Gosselin et ayant une longueur de deux cents (200) pieds; une autre ligne droite dans les lots 589-A, 589-2-2, 589-B et 589-C, perpendiculaire à la ligne précédente et ayant une longueur de huit cent cinquante-trois pieds et sept dixièmes de pied (853.7), soit jusqu'à une ligne perpendiculaire au côté nord-est de

CHAPTER 54

An Act to amend the Charter of the
City of Québec

[Assented to 30 June 1976]

Preamble.

WHEREAS it is in the interest of the City of Québec and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, chapter 95 of the statutes of 1929 and the acts amending it, be again amended;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. The Charter of the City of Québec (1929, chapter 95) is amended by adding after section 5*b*, the following:

1929, c.
95, s. 5c,
added.

“**5c.** The area of land formed by a part of lots 589-A, 589-B, 589-C and 589-2-2 of the cadastre of the parish of Saint-Roch-Nord, enclosed within the limits hereinafter described, to wit: starting from a point situated on the northeast side of Monseigneur Gosselin avenue (lot 585-129) in the extension of the northwest line of 24th Rue (lot 585-128); thence, successively, along the following lines and demarcations: a straight line in lot 589-A, perpendicular to the northeast side of Monseigneur Gosselin avenue, measuring two hundred (200) feet in length; another straight line in lots 589-A, 589-2-2, 589-B and 589-C, perpendicular to the preceding line, measuring eight hundred and fifty-three feet and seven tenths in length (853.7), namely, to a line perpendicular to the northeast side of Monseigneur Gosselin avenue in the extension of the southeast

Bound-
aries.

l'avenue Monseigneur-Gosselin dans le prolongement de la ligne sud-est de la rue Adjutor-Rivard (lot 585-127); ladite ligne perpendiculaire sur une distance de deux cents (200) pieds, soit jusqu'au côté nord-est de l'avenue Monseigneur-Gosselin; enfin, le côté nord-est de ladite avenue en allant vers le nord-ouest jusqu'au point de départ. »

1929, c.
95, a. 6,
rempl.

2. L'article 6 de ladite charte, remplacé par l'article 3 du chapitre 81 des lois de 1965 (1^{re} session), est de nouveau remplacé par le suivant :

Division
en dis-
tricts :

« **6.** Pour les fins électorales, la ville est divisée en sept districts électoraux décrits comme suit :

District
Cham-
plain.

DISTRICT CHAMPLAIN (DISTRICT 1): partant du point d'intersection de la cime du coteau Sainte-Geneviève avec la limite de la ville de Sainte-Foy, de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes: la cime du coteau Sainte-Geneviève en allant vers l'est et la cime du Cap Diamant ou murs de l'ancienne ville de Québec jusqu'au prolongement de la ligne sud du terrain occupé par le ministère des transports du Gouvernement du Canada ou ligne séparant les paroisses de Notre-Dame-de-la-Garde et Notre-Dame-des-Victoires; ledit prolongement et ladite ligne sud jusqu'aux limites actuelles de la Ville de Québec dans le fleuve Saint-Laurent; puis suivant lesdites limites actuelles jusqu'aux limites de la cité de Sillery; une ligne brisée séparant la Ville de Québec de la cité de Sillery et de la ville de Sainte-Foy jusqu'au point de départ.

District
Saint-
Roch.

DISTRICT SAINT-ROCH - SAINT SAUVEUR (DISTRICT 2): partant du point d'intersection de la cime du coteau Sainte-Geneviève avec la limite de la ville de Sainte-Foy dans le prolongement du côté nord-est de l'avenue Baillargé, de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: du point de départ vers le nord jusqu'au centre du boulevard Charest; la ligne médiane du boulevard Charest jusqu'à l'avenue Saint-Sacrement; le côté sud-ouest de l'avenue Saint-Sacrement jusqu'au côté nord de la rue Saint-Vallier;

line of Adjutor Rivard street (lot 585-127); the said perpendicular line for a distance of two hundred (200) feet, namely, to the northeast side of Monseigneur Gosselin avenue; finally, the northeast side of the said avenue northwesterly to the starting point, is declared to form part of the territory of the city."

2. Section 6 of the said charter, replaced by section 3 of chapter 81 of the statutes of 1965 (1st session), is again replaced by the following:

1929, c.
95, s. 6,
replaced.

« **6.** For electoral purposes, the city is divided into seven electoral districts described as follows:

Electoral
districts:

CHAMPLAIN DISTRICT (DISTRICT 1): starting from the point of intersection of the summit of Sainte-Geneviève hill with the limit of the city of Sainte-Foy, thence, along the following lines and demarcations successively: the summit of Sainte-Geneviève hill easterly and the crest of Cape Diamond or the walls of the old city of Québec to the extension of the south line of the land occupied by the Department of Transport of the Government of Canada or the dividing line between the parishes of Notre-Dame-de-la-Garde and Notre-Dame-des-Victoires; the said extension and the said south line to the present limits of the City of Québec in the St Lawrence river; then along the said present limits to the limits of the city of Sillery; a broken line dividing the City of Québec from the cities of Sillery and Sainte-Foy to the starting point.

Cham-
plain
District.

SAINT-ROCH - SAINT-SAUVEUR DISTRICT (DISTRICT 2): starting from the point of intersection of the summit of Sainte-Geneviève hill with the limit of the city of Sainte-Foy in the extension of the northeast side of Baillargé avenue, thence, successively, along the following lines and demarcations: from the starting point northerly to the centre line of Charest boulevard; the centre line of Charest boulevard to Saint-Sacrement avenue; the southwest side of Saint-Sacrement avenue to the north side of Saint-

Saint-
Roch
District.

le côté nord de la rue Saint-Vallier jusqu'au côté sud-ouest de l'avenue du Pont Scott; ledit côté sud-ouest de ladite avenue et son prolongement à travers la rivière Saint-Charles; l'ancienne ligne des hautes eaux de la rivière Saint-Charles en descendant son cours jusqu'à la ligne sud-ouest de la ligne de l'aqueduc; le prolongement de ladite ligne de l'aqueduc jusqu'au centre de la rivière Saint-Charles; la ligne médiane de la rivière Saint-Charles en descendant son cours jusqu'aux limites de la Ville de Québec dans le centre du fleuve Saint-Laurent; puis, suivant la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent jusqu'à la ligne sud du terrain occupé par le ministère des transports du Gouvernement du Canada ou ligne séparant les paroisses de Notre-Dame-de-la-Garde et Notre-Dame-des-Victoires; ladite ligne sud et son prolongement jusqu'à la cime du cap Diamant ou murs de l'ancienne ville de Québec, et enfin la cime du cap Diamant et celle du coteau Sainte-Geneviève jusqu'au point de départ.

Vallier street; the north side of Saint-Vallier street to the southwest side of Pont Scott avenue; the said southwest side of the said avenue and its extension across the Saint-Charles river; the former high water mark of the Saint-Charles river downstream to the southwest line of the line of the aqueduct; the extension of the said line of the aqueduct to the centre line of the Saint-Charles river; the centre line of the Saint-Charles river downstream to the limits of the City of Québec in the centre line of the St Lawrence River; then along the centre line of the St Lawrence river to the south line of the land occupied by the Department of Transport of the Government of Canada or the dividing line between the parishes of Notre-Dame-de-la-Garde and Notre-Dame-des-Victoires; the said south line and its extension to the summit of Cape Diamond or the walls of the old city of Québec, and finally the summit of Cape Diamond and that of Sainte-Geneviève hill to the starting point.

District
Limoilou.

DISTRICT LIMOILLOU (DISTRICT 3): partant du point d'intersection de la ligne séparative des villes de Québec et de Beauport avec le centre du fleuve Saint-Laurent, de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne médiane de l'estuaire de la rivière Saint-Charles et de la rivière Saint-Charles elle-même en remontant son cours jusqu'au prolongement de la limite sud-ouest de la ligne de l'aqueduc; ledit prolongement et ladite limite jusqu'au côté sud du boulevard Wilfrid-Hamel; une ligne brisée séparant la Ville de Québec de la ville de Vanier, du district de Charlesbourg-Ouest, de la ville de Charlesbourg et de la ville de Beauport jusqu'au point de départ.

LIMOILLOU DISTRICT (DISTRICT 3): starting from the point of intersection of the dividing line between the cities of Québec and Beauport with the centre line of the St Lawrence River; thence, successively, along the following lines and demarcations: the centre line of the estuary of the Saint-Charles river and of the said river upstream to the extension of the southwest limit of the line of the aqueduct; the said extension and the said limit to the south side of Wilfrid-Hamel boulevard; a broken line dividing the City of Québec from the town of Vanier, the district of Charlesbourg Ouest, the city of Charlesbourg and the city of Beauport to the starting point.

Limoilou
District.

District
Les
Saules.

DISTRICT LES SAULES (DISTRICT 4): partant du point d'intersection de la ligne nord-est du lot 1 du cadastre officiel de la paroisse de l'Ancienne-Lorette avec le centre de la rivière Saint-Charles, de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: en référence audit cadastre officiel, ladite ligne nord-est du lot 1 jusqu'à son intersection avec le côté sud de l'emprise du Canadien Pacifique; ledit côté sud de ladite emprise jusqu'à la ligne

LES SAULES DISTRICT (DISTRICT 4): starting from the point of intersection of the northeast line of lot 1 of the official cadastre of the parish of L'Ancienne-Lorette with the centre line of the Saint-Charles river, thence, successively, along the following lines and demarcations: with reference to the said official cadastre, the said northeast line of lot 1, to its intersection with the south side of the Canadian Pacific Railway Company's

Les
Saules
District.

médiane principale du boulevard Henri IV; la ligne médiane dudit boulevard en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne sud-est du lot 26; une ligne brisée séparant la Ville de Québec des villes de Sainte-Foy et de l'Ancienne-Lorette; puis, en suivant les limites du district de Neufchâtel, la ligne nord-ouest des lots 236, 85, 82, 81, 77, 76, 71, 70 et 54 et son prolongement jusqu'au côté nord-est du boulevard de l'Ormière; le côté nord-est dudit boulevard de l'Ormière, la ligne nord-ouest du lot 575 et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-Charles; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot 2384-B-1 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur; ladite ligne nord-ouest du lot 2384-B-1 et son prolongement jusqu'au côté nord-est du boulevard Neuville; puis, en suivant les limites du district de Duberger, le côté nord-est du boulevard Neuville jusqu'au côté sud du boulevard Père-Lelièvre; le côté sud dudit boulevard jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-Charles; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au point de départ.

right-of-way; the said south side of the said right-of-way to the principal centre line of Henri IV boulevard; the centre line of the said boulevard southeasterly to the southeast line of lot 26; a broken line dividing the City of Québec from the city of Sainte-Foy and the town of l'Ancienne-Lorette; then along the lines limiting the district of Neufchâtel, the northwest line of lots 236, 85, 82, 81, 77, 76, 71, 70 and 54 and its extension to the northeast side of l'Ormière boulevard; the northeast side of the said l'Ormière boulevard, the northwest line of lot 575 and its extension to the centre line of the Saint-Charles river; the centre line of the said river downstream to the extension of the northwest line of lot 2384-B-1 of the official cadastre of the parish of Saint-Sauveur; the said northwest line of lot 2384-B-1 and its extension to the northeast side of Neuville boulevard; then, along the limits of Duberger district, the northeast side of Neuville boulevard to the south side of Père-Lelièvre boulevard; the south side of the said boulevard to the centre line of the Saint-Charles river; the centre line of the said river downstream to the starting point.

District
Duberger.

DISTRICT DUBERGER (DISTRICT 5): partant du point d'intersection du côté nord-est du boulevard Neuville avec la ligne nord-ouest du lot 2389 du cadastre de la paroisse de Saint-Sauveur, de là, les lignes et démarcations suivantes: en référence audit cadastre, une ligne brisée limitant vers le nord-ouest les lots 2389, 2390, 2393, 2394, 2397, 2398-1, 2398-2, 2401, 2402, 2407-A, 2407, 2408, 2411, 2412, 2415 et 2416; les lignes nord-est des lots 2416 et 2417, la dernière prolongée jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-Charles; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au côté sud-ouest du pont Scott; ledit côté sud-ouest du pont Scott et de l'avenue du Pont Scott jusqu'au côté nord de la rue Saint-Vallier; le côté nord de la rue Saint-Vallier jusqu'au côté sud-ouest de l'avenue Saint-Sacrement; le côté sud-ouest de l'avenue Saint-Sacrement; la ligne médiane du boulevard Charest; une ligne brisée séparant la Ville de Québec de la ville de Sainte-Foy jusqu'à la limite est du

DUBERGER DISTRICT (DISTRICT 5): starting from the point of intersection between the northeast side of Neuville boulevard and the northwest line of lot 2389 of the cadastre of the parish of Saint-Sauveur, thence, the following lines and demarcations: with reference to the said cadastre, a broken line bounding lots 2389, 2390, 2393, 2394, 2397, 2398-1, 2398-2, 2401, 2402, 2407-A, 2407, 2408, 2411, 2412, 2415 and 2416 on the northwest; the northeast lines of lots 2416 and 2417, the latter extended to the centre line of the Saint-Charles river; the centre line of the said river downstream to the southwest side of Pont Scott; the said southwest side of Pont Scott and Pont Scott avenue to the north side of Saint-Vallier street; the north side of Saint-Vallier street to the southwest side of Saint-Sacrement avenue; the southwest side of Saint-Sacrement avenue; the centre line of Charest boulevard; a broken line dividing the City of Québec from the city of Sainte-Foy to the east limit of

Duberger
District.

district Les Saules; puis, en suivant les limites dudit district Les Saules, le côté nord-est du lot 1 du cadastre de la paroisse de L'Ancienne-Lorette, la ligne médiane de la rivière Saint-Charles en remontant son cours jusqu'au côté sud du boulevard Père-Lelièvre; le côté sud du boulevard Père-Lelièvre et le côté nord-est du boulevard Neuville jusqu'au point de départ.

Les Saules district; then, along the limits of the said Les Saules district, the northeast side of lot 1 of the cadastre of the parish of L'Ancienne-Lorette, the centre line of the Saint-Charles river upstream to the south side of Père-Lelièvre boulevard; the south side of Père-Lelièvre boulevard and the northeast side of Neuville boulevard to the starting point.

District
de Neuf-
châtel.

DISTRICT DE NEUFCHATEL (DISTRICT 6): partant du point d'intersection des lignes séparatives de la Ville de Québec et des municipalités de Saint-Gabriel-de-Valcartier et de Lac-Saint-Charles sur le côté nord-est du boulevard Valcartier, de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: une ligne brisée séparant la Ville de Québec des municipalités de Lac-Saint-Charles et du village de Saint-Emile; puis, en suivant la limite ouest du district de Charlesbourg-Ouest, la ligne médiane de la rivière Duberger en descendant son cours jusqu'à la limite nord du district de Duberger; vers l'ouest, une ligne brisée longeant la limite nord des districts de Duberger et Les Saules précédemment décrits; une ligne brisée séparant la Ville de Québec des villes de l'Ancienne-Lorette, de Sainte-Foy, de Val-Bélair et contournant la ville de Loretteville mais incluant le territoire de l'usine de filtration de la Ville de Québec annexé à la Ville de Québec suivant son règlement 1954; ladite ligne brisée longeant à nouveau la ville de Val-Bélair et séparant la Ville de Québec de la municipalité de Saint-Gabriel-de-Valcartier jusqu'au point de départ.

NEUFCHATEL DISTRICT (DISTRICT 6): starting from the point of intersection of the dividing lines between the City of Québec and the municipalities of Saint-Gabriel-de-Valcartier and Lac-Saint-Charles on the northeast side of Valcartier boulevard, thence, successively, the following lines and demarcations: a broken line dividing the City of Québec from the municipalities of Lac-Saint-Charles and the village of Saint-Emile; then, along the west limit of Charlesbourg-Ouest district, the centre line of the Duberger river downstream to the north limit of Duberger district; in a westerly direction, a broken line along the north limits of Duberger and Les Saules districts described previously; a broken line dividing the City of Québec from the town of l'Ancienne-Lorette, the city of Sainte-Foy and the town of Val-Bélair and skirting the city of Loretteville but including the territory of the water purification plant of the City of Québec annexed to the City of Québec in accordance with its by-law 1954; again, the said broken line along the town of Val-Bélair and dividing the City of Québec from the municipality of Saint-Gabriel-de-Valcartier to the starting point.

District
de Char-
lesbourg-
Ouest.

DISTRICT DE CHARLESBOURG-OUEST (DISTRICT 7): partant de l'intersection des lignes séparatives de la Ville de Québec et des quartiers Notre-Dame-des-Laurentides et Orsainville de la ville de Charlesbourg, de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne séparant la Ville de Québec de la ville de Charlesbourg; la ligne nord-est des lots 268 et 269 du cadastre de la paroisse de Charlesbourg; la ligne sud-est dudit lot 269; une ligne brisée séparant la Ville de Québec de la partie nord de la ville de Vanier; une ligne longeant la limite

CHARLESBOURG-OUEST DISTRICT (DISTRICT 7): starting from the intersection between the lines dividing the City of Québec from Notre-Dame-des-Laurentides and Orsainville wards of the city of Charlesbourg; thence, successively, the following lines and demarcations: the line dividing the City of Québec from the city of Charlesbourg; the northeast line of lots 268 and 269 of the cadastre of the parish of Charlesbourg; the southeast line of the said lot 269; a broken line dividing the City of Québec from the north part of the town of Va-

nord du district de Duberger telle que précédemment décrite jusqu'au centre de la rivière Duberger; la ligne médiane de la rivière Duberger en remontant son cours, ladite ligne médiane étant la limite est du district de Neufchâtel; une ligne brisée séparant la Ville de Québec de la municipalité du village de Saint-Emile et de la ville de Charlesbourg (quartier Notre-Dame-des-Laurentides) jusqu'au point de départ.

« Quartier »
remplacé
par « district ».

Le mot « quartier », chaque fois qu'il se rencontre dans la présente charte, est remplacé par le mot « district ». »

1929, c.
95, a. 14,
mod.

3. L'article 14 de ladite charte, remplacé par l'article 4 du chapitre 81 des lois de 1965 (1^{re} session) et modifié par l'article 3 du chapitre 68 des lois de 1970, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant :

« *a*) par un conseil composé du maire et des conseillers exerçant leur fonction pendant quatre ans ou jusqu'à l'élection de leurs successeurs. Les districts Champlain (district 1), Saint-Roch - Saint-Sauveur (district 2) et Limoilou (district 3) sont représentés par quatre conseillers occupant chacun un siège distinct, ces sièges étant respectivement numérotés 1, 2, 3 et 4; les districts Les Saules (district 4), Duberger (district 5), Neufchâtel (district 6) et Charlesbourg-Ouest (district 7) sont représentés chacun par un conseiller; ».

Id., a. 15,
mod.

4. L'article 15 de ladite charte, remplacé par l'article 1 du chapitre 97 des lois de 1974, est modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

Indemnités
majorées.

« À compter du 1^{er} mai 1976, les indemnités et allocations prévues au présent article sont majorées de 8%. »

1929, c.
95, a. 34,
ab.

5. L'article 34 de ladite charte est abrogé.

Id., a. 40,
mod.

6. L'article 40 de ladite charte, remplacé par l'article 10 du chapitre 75 des lois de 1972, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Préparation
de la
liste des
électeurs.

« **40.** Chaque année où une élection générale a lieu, le greffier de la ville, aidé par des énumérateurs nommés par lui à

nier; a line along the north limit of Duberger district as previously described to the centre line of the Duberger river; the centre line of the Duberger river upstream, the said centre line being the east limit of Neufchâtel district; a broken line dividing the City of Québec from the municipality of the village of Saint-Emile and the city of Charlesbourg (Notre-Dame-des-Laurentides ward) to the starting point.

The word "ward", wherever it occurs in this charter, is replaced by the word "district".

"Ward"
replaced
by "dis-
trict".

3. Section 14 of the said charter, replaced by section 4 of chapter 81 of the statutes of 1965 (1st session) and amended by section 3 of chapter 68 of the statutes of 1970, is again amended by replacing paragraph *a* by the following :

1929, c.
95, s. 14,
am.

"*a*) by a council consisting of the mayor and the councillors who shall perform their duties for four years or until their successors are elected. The districts of Champlain (district 1), Saint-Roch - Saint-Sauveur (district 2) and Limoilou (district 3) shall be represented by four councillors each occupying a separate seat, such seats numbered 1, 2, 3 and 4, respectively; the districts of Les Saules (district 4), Duberger (district 5), Neufchâtel (district 6) and Charlesbourg-Ouest (district 7) shall be represented by one councillor each;"

4. Section 15 of the said charter, replaced by section 1 of chapter 97 of the statutes of 1974, is amended by adding the following paragraph :

Id., s. 15,
am.

"From 1 May 1976, the salaries and allowances provided in this section shall be increased by 8%."

Salaries
increased.

5. Section 34 of the said charter is repealed.

1929, c.
95, s. 34,
repealed.

6. Section 40 of the said charter, replaced by section 10 of chapter 75 of the statutes of 1972, is amended by replacing the first paragraph by the following :

Id., s. 40,
am.

"**40.** Each year in which a general election is held, the city clerk, assisted by the enumerators he appoints for that pur-

Prepara-
tion of
list.

cette fin, doit préparer une liste des électeurs du mardi de la huitième semaine précédant celle du scrutin et la terminer le plus tard le vendredi de la même semaine. Cette liste doit contenir les noms de tous les électeurs habiles à voter d'après les articles 35 et 38. »

1929, c.
95, a. 40b,
mod.

7. L'article 40b de ladite charte, édicté par l'article 2 du chapitre 80 des lois de 1973, est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

Inscrip-
tion des
personnes.

« Toutefois, toute personne dont le nom n'est pas inscrit sur cette liste des électeurs peut le faire inscrire conformément aux dispositions de l'article 44. »

1929, c.
95, a. 182,
mod.

8. L'article 182 de ladite charte, remplacé par l'article 9 du chapitre 68 des lois de 1970, est modifié par le remplacement du nombre « 6,000 » par le nombre « 9,000 ».

Id., a. 184,
mod.

9. L'article 184 de ladite charte, modifié par l'article 36 du chapitre 102 des lois de 1937, est de nouveau modifié par le retranchement du deuxième alinéa.

Id., a. 185,
mod.

10. L'article 185 de ladite charte, remplacé par l'article 56 du chapitre 81 des lois de 1965 (1^{re} session) et modifié par l'article 12 du chapitre 85 des lois de 1966/1967, par l'article 11 du chapitre 68 des lois de 1970 et par l'article 6 du chapitre 97 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant :

Secrétaire.

« 3. Le greffier, le greffier-adjoint ou l'assistant-greffier peuvent agir comme secrétaire du comité. »

1929, c.
95, a.
185b,
remp.

11. L'article 185b de ladite charte, édicté par l'article 6 du chapitre 58 des lois de 1962, est remplacé par le suivant :

Vente de
véhicules
non ré-
clamés.

« **185b.** Le comité exécutif peut faire vendre à l'enchère, après avis dans un journal publié dans la ville ou par soumission publique, tout véhicule-moteur en sa possession et non réclamé.

Véhicule
muni de
plaques.

S'il s'agit d'un véhicule muni de plaques d'immatriculation, il peut être vendu à l'expiration d'un délai de trente jours de l'expédition d'un avis donné par lettre

pose, shall prepare a list of the electors between Tuesday of the eighth week preceding that of the poll and Friday of the same week at the latest. Such list shall contain the names of all the electors qualified to vote according to sections 35 and 38." »

7. Section 40b of the said charter, enacted by section 2 of chapter 80 of the statutes of 1973, is amended by replacing the third paragraph by the following :

"However, every person whose name is not entered on such list may be entered in accordance with section 44." Entry of name.

8. Section 182 of the said charter, replaced by section 9 of chapter 68 of the statutes of 1970, is amended by replacing the figure "6,000" by the figure "9,000".

9. Section 184 of the said charter, amended by section 36 of chapter 102 of the statutes of 1937, is again amended by striking out the second paragraph.

10. Section 185 of the said charter, replaced by section 56 of chapter 81 of the statutes of 1965 (1st session) and amended by section 12 of chapter 85 of the statutes of 1966/1967, section 11 of chapter 68 of the statutes of 1970 and section 6 of chapter 97 of the statutes of 1974, is again amended by replacing subsection 3 by the following :

"(3) The city clerk, the deputy-clerk or the assistant clerk may act as secretary of the committee." Secretary.

11. Section 185b of the said charter, enacted by section 6 of chapter 58 of the statutes of 1962, is replaced by the following :

"**185b.** The executive committee may cause to be sold at auction, after notice in a newspaper published in the city or by public tender, any motor vehicle in its possession and unclaimed." Sale of unclaimed motor vehicle.

In the case of a vehicle which has registration markers, it may be sold at the expiry of a delay of thirty days after the sending by the Police Department of a Vehicle with markers.

recommandée par le service de police au propriétaire d'un tel véhicule à sa dernière adresse indiquée au Bureau des véhicules automobiles du Québec. Cependant, s'il s'agit d'un véhicule fabriqué depuis plus de sept ans, ce délai n'est que de dix jours.

Véhicule sans plaques. S'il s'agit d'un véhicule non muni de plaques d'immatriculation et dont il a été impossible de connaître autrement le propriétaire, la vente ne peut être décrétée qu'à l'expiration de deux mois de sa possession par la ville.

Rebut. Dans le cas d'un véhicule sans moteur ou qui est dans un état tel qu'il constitue un objet de rebut, il peut être détruit sans formalité et sans droit de recours de la part du propriétaire.

Frais imputables au propriétaire. Le propriétaire doit rembourser à la ville tous les frais de conservation et de disposition de tels véhicules. S'il sont réclamés après la vente, la ville n'est responsable que du produit de la vente, déduction faite des frais encourus et des autres dépenses assumées pour leur conservation. »

1929, c. 95, a. 286a, aj. **12.** Ladite charte est modifiée par l'addition, après l'article 286, du suivant :

Usines de Saint-Malo. « **286a.** Nonobstant l'article 10 du chapitre 78 des lois de 1947 et l'article 39 du chapitre 75 des lois de 1972, les argents provenant de la vente des usines de Saint-Malo peuvent être utilisés à toutes fins municipales. »

1929, c. 95, a. 323, remp. **13.** L'article 323 de ladite charte est remplacé par le suivant :

Taux d'intérêt, autres conditions et enregistrement. « **323.** Le conseil peut fixer le taux d'intérêt sur ses emprunts, les dates d'échéance de ces emprunts, déterminer les autres conditions des obligations, débentures, rentes inscrites, bons du trésor ou autres effets négociables émis ou à émettre, désigner tout endroit à l'intérieur ou à l'extérieur du pays où un registre peut être tenu pour l'enregistrement ou le transfert des effets énumérés ci-dessus ainsi que les personnes autorisées à le tenir et déterminer les conditions de leur émission et vente.

Délégation de pouvoirs. Le conseil peut déléguer au comité exécutif, par règlement, l'un quelconque

notice by registered mail to the owner of such vehicle at his last address indicated at the Québec Motor Vehicle Bureau. However, in the case of a vehicle manufactured more than seven years previously, such delay shall be only ten days.

In the case of a vehicle which has no registration markers and the owner of which cannot be found by other means, the sale shall be ordered only at the expiry of two months following its possession by the city.

In the case of a vehicle without a motor or fit only for scrap, it may be destroyed without further formality and the owner shall have no recourse thereagainst.

The owner shall reimburse to the city all the costs incurred for the storage and disposition of such vehicles. If they are claimed after the sale, the city shall be responsible only for the proceeds of the sale, after deducting the costs and other expenses incurred for their conservation."

12. The said charter is amended by adding after section 286 the following :

"286a. Notwithstanding section 10 of chapter 78 of the statutes of 1947 and section 39 of chapter 75 of the statutes of 1972, the moneys derived from the sale of the Saint-Malo plants may be used for any municipal purposes."

13. Section 323 of the said charter is replaced by the following :

"323. The council may fix the rate of interest on its borrowings, the dates of maturity of such borrowings, determine the other conditions governing the bonds, debentures, inscriptions, treasury bonds or other negotiable instruments issued or to be issued, designate any place in or outside the country where a register may be kept for the registration or transfer of the instruments enumerated above and the persons authorized to keep it, and determine the conditions of their issue and sale.

The council, by by-law, may delegate to the executive committee any of the

Vehicle without markers.

Wreck.

Costs against owner.

1929, c. 95, s. 286a, added.

Saint-Malo plants.

1929, c. 95, s. 323, replaced.

Interest rate, other conditions, and registration.

Delegation of powers.

des pouvoirs mentionnés au premier alinéa et celui de disposer de ces effets. »

powers mentioned in the first paragraph and that of disposing of such instruments."

1929, c.
95, a. 327,
mod.

14. L'article 327 de ladite charte, remplacé par l'article 21 du chapitre 75 des lois de 1972 et modifié par l'article 11 du chapitre 97 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant :

Modifica-
tion d'un
règlement
d'em-
prunt.

« 3. Nonobstant toute disposition contraire, la ville peut modifier une résolution ou un règlement d'emprunt par résolution du conseil ou du comité exécutif, lorsque ce dernier exerce les pouvoirs que lui a délégués le conseil en vertu de l'article 323, avec l'approbation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale du Québec, même si des billets ou obligations ont été émis en vertu du règlement ou de la résolution, pourvu que les modifications n'augmentent pas le montant de l'emprunt et n'en changent pas l'objet, qu'elles ne réduisent pas la garantie des détenteurs d'obligations s'il en est, qu'elles n'augmentent pas le taux de l'intérêt à un taux supérieur à celui fixé en vertu de l'article 49 de la Loi des dettes et emprunts municipaux et scolaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 171) et, sous réserve de l'article 2 de cette loi, qu'elles ne prolongent pas le terme de remboursement de l'emprunt. »

14. Section 327 of the said charter, replaced by section 21 of chapter 75 of the statutes of 1972 and amended by section 11 of chapter 97 of the statutes of 1974, is again amended by replacing subsection 3 by the following:

1929, c.
95, s. 327,
am.

“(3) Notwithstanding any inconsistent provision, the city may amend a loan by-law by a resolution of the council or of the executive committee, where the latter exercises the powers conferred on it by the council under section 323, with the approval of the Minister of Municipal Affairs and of the Québec Municipal Commission, even if notes or bonds have been issued under the by-law or the resolution, provided that the amendments do not increase the amount of the loan or change the object thereof, do not reduce the security of the bondholders, if there is any, do not increase the interest rate to a rate higher than that fixed under section 49 of the Municipal and School Debt and Loan Act (Revised Statutes, 1964, chapter 171), and, subject to section 2 of that act, that they do not extend the term for repayment of the loan.”

Amend-
ment of
loan by-
law.

1929, c.
95, a. 336,
mod.

15. L'article 336 de ladite charte est modifié :

a) par l'addition, après le paragraphe 9°, du suivant :

Utilisa-
tion en
commun
des po-
teaux, etc.

« 9°a. Pour prescrire que les poteaux et autres installations de support, bien que propriété d'une seule personne, doivent, dans toute l'étendue de la municipalité ou dans la section ou les sections que le conseil désigne, être utilisés en commun par toute entreprise de téléphone, de télégraphe, de distribution d'électricité, de câblo-distribution et par tout autre service.

Approba-
tion de la
Régie des
services
publics.

Les règlements décrétant l'utilisation conjointe entrent en vigueur et ont leur effet à compter de leur approbation, avec ou sans modification, par la Régie des services publics.

Appel.

Il y a appel à la Régie des services publics, à l'instance de toute partie in-

15. Section 336 of the said charter is amended:

1929, c.
95, s. 336,
am.

(a) by adding after paragraph 9, the following:

“(9a) To prescribe that poles and other supportive facilities, though owned by one person, must, in the whole municipality, or in the section or sections designated by the council, be utilized in common by every telephone, telegraph, electric supply and cable delivery undertaking and by any other service.

Common
use of
poles, etc.

The by-laws ordering such utilization in common shall come into force and have effect on approval with or without amendment by the Public Service Board.

Approval
by Public
Service
Board.

An appeal shall lie to the Public Service Appeal Board by a motion of any interested party,

Appeal.

téressée, de toute résolution, de toute décision et de tout acte quelconque de la ville dans toute affaire se rapportant à l'utilisation conjointe.

Délai d'appel. Cet appel doit, sous peine de déchéance, être interjeté dans les trente jours de la date de réception, par la partie intéressée, d'un avis énonçant le fait appelable.

Avis posté. Si l'avis est transmis par la poste, il est réputé reçu dès sa mise à la poste.

Inscription déposée. L'appel est formé au moyen d'une inscription déposée entre les mains du secrétaire de la Régie des services publics; avis doit en être signifié à la partie adverse ou à son procureur.

Litige. Tout litige qui survient à l'occasion de l'utilisation conjointe, entre parties intéressées, doit être soumis à la Régie des services publics; »;

b) par le remplacement du paragraphe 23° par le suivant:

Ventes à l'encan, marchands ambulants, etc.; « 23° Pour accorder des permis et faire des règlements pour les ventes à l'encan et pour accorder des permis et imposer des règlements aux colporteurs, marchands ambulants et solliciteurs; »;

c) par le remplacement du paragraphe 44° par le suivant:

Conditions d'occupation et d'entretien des bâtiments; « 44° Pour déterminer les conditions d'occupation et d'entretien des bâtiments; pour exiger, dans les cas de vétusté et de délabrement, des travaux de réfection, de réparation et d'entretien; pour instituer la procédure en vertu de laquelle la personne dont l'immeuble n'est pas conforme au règlement est avisé des travaux à exécuter; pour fixer dans quel délai cette personne peut en appeler à la Commission d'urbanisme et de conservation de Québec; pour donner à cette commission juridiction pour confirmer, modifier ou infirmer la décision de la personne qui a signifié un avis de défaut de se conformer aux règlements; pour décréter que ces travaux sont à la charge de la personne nommée dans l'avis; et, dans le cas où le propriétaire de l'immeuble refuse d'exécuter les travaux, pour décréter que la ville peut les exécuter et en recouvrer le coût qui constitue contre la propriété une charge au même rang que la taxe foncière et recouvrable de la même manière; »;

from any resolution, decision or act whatsoever of the city, in any matter relating to such utilization in common.

Such appeal must, under pain of nullity, be brought within thirty days of the date of receipt, by the interested party, of a notice announcing the fact appealed from.

If the notice is sent by mail, it is deemed received on being mailed.

The appeal is made by means of an inscription filed with the secretary of the Public Service Board; notice thereof must be served on the adverse party or on his attorney.

Any dispute between interested parties arising out of the utilization in common must be submitted to the Public Service Board; »;

(b) by replacing paragraph 23 by the following:

“(23) To license and regulate auction sales and to license and regulate itinerant merchants, transient vendors and solicitors;”;

(c) by replacing paragraph 44 by the following:

“(44) To determine the conditions of occupancy and maintenance of buildings; to require, whenever such buildings are decrepit or dilapidated, the carrying out of restoration, repair and maintenance works; to establish the procedure by which the person whose immovable does not conform to the by-laws is notified of the works to be carried out; to determine the delay within which such person may lodge an appeal before the Commission d'urbanisme et de conservation de Québec; to give to such commission authority to confirm, amend or annul the decision of the person who has served notice of a failure to conform to the by-laws; to provide that such works be the responsibility of the person designated in the notice; and, in cases where the owner of the immovable refuses to carry out the works, to prescribe that the city may carry them out and recover the cost therefor which shall constitute against the property a charge of the same rank as the real estate tax and recoverable in the same manner;”;

d) par l'addition, après le paragraphe 49°, du suivant:

Nuisances.

« 49°a. Pour décréter que constitue une nuisance le fait par le propriétaire ou l'occupant d'un terrain d'y laisser pousser des branches, broussailles ou mauvaises herbes ou d'y laisser des déchets, détritiques, papiers, bouteilles vides, ferrailles ou des véhicules automobiles hors d'état de fonctionner.

Enlèvement des nuisances;

Pour permettre aux employés de la ville de s'introduire sur un terrain afin d'y enlever ces nuisances aux frais du propriétaire ou de l'occupant en défaut; »;

e) par le remplacement du paragraphe 185° par le suivant:

Propriétaires et conducteurs de voitures à traction animale.

« 185° Pour réglementer les propriétaires et conducteurs de voitures à traction animale utilisées pour le transport des passagers dans la ville, pour leur imposer des règles de conduite et de discipline et les assujettir à l'obligation d'obtenir une licence ou un permis selon le cas; pour limiter le nombre de ces licences et permis et en établir le coût; pour déterminer les rues ou circuits que doivent emprunter les conducteurs de tels véhicules et fixer les tarifs qu'ils peuvent exiger; pour prescrire les heures durant lesquelles ces véhicules peuvent circuler, les endroits où ils peuvent stationner ainsi que le tarif exigible pour tel stationnement et pour décréter l'assurance obligatoire en faveur des passagers.

Poursuite;

Le propriétaire ou le conducteur de telles voitures peuvent être poursuivis pour toute infraction à un règlement adopté en vertu du présent paragraphe; »;

f) par le remplacement du paragraphe 204° par le suivant:

Cession de terrains pour parcs, etc.;

« 204° Le conseil peut, par règlement, autoriser le comité exécutif à exiger comme condition préalable à l'approbation d'un plan de subdivision ou de redivision, qu'il soit prévu ou non des tracés de rues, que le propriétaire cède à la ville, aux fins d'aménagement de parcs ou de terrains de jeux, une portion de terrain n'excédant pas dix pour cent du terrain compris dans le plan, avec ou sans gradation tenant compte de la superficie du terrain visé, et situé à un lieu qui, de l'avis du comité exécutif, convient à l'établissement de parcs ou de terrains de jeux. Le comité exécutif peut être autorisé par

(d) by adding, after paragraph 49, the following:

“(49a) To decree that for the owner, lessee or occupant of a lot to allow branches, brush or weeds to grow upon such lot or to leave rubbish, refuse, empty bottles, scrap iron or motor vehicles out of running order thereon constitutes a nuisance.

Nuisances.

To allow the employees of the city to enter on such lot in order to remove such nuisance at the cost of the owner or occupant in default;”;

Removal of nuisance;

(e) by replacing paragraph 185 by the following:

“(185) To regulate the owners and drivers of animal drawn vehicles used for the transportation of passengers in the city, to impose upon them rules of conduct and discipline and subject them to the obligation of obtaining a permit or a licence, as the case may be; to limit the number of such licences or permits and establish the cost thereof; to determine the streets or circuits that the drivers of such vehicles must follow and fix the tariffs that they may charge; to prescribe the hours during which such vehicles may operate, the places where they may park and the tariff exigible for such parking and to decree mandatory insurance in respect of the passengers.

Owners and drivers of animal drawn passenger vehicles.

The owner or the driver of such vehicles may be prosecuted for any violation of a by-law adopted under this paragraph;”;

Prosecution;

(f) by replacing paragraph 204 by the following:

“(204) The council, by by-law, may authorize the executive committee to require as a condition precedent to the approval of a subdivision or redivision plan, whether or not provision is made for street layouts, that the owner cede to the city, for the purpose of establishing parks or playgrounds, a portion of land not exceeding ten per cent of the land comprised in the plan with or without gradation, taking account of the area of the land contemplated, and situated at a place which, in the opinion of the executive committee, is suitable for the establishment of parks or playgrounds. The executive committee

Conveyance for parks or playgrounds;

ce règlement à exiger du propriétaire, au lieu de la cession de cette superficie de terrain, le paiement d'une somme n'excédant pas dix pour cent de la valeur mentionnée au rôle d'évaluation du terrain compris dans le plan, avec ou sans gradation tenant compte de la superficie du terrain visé; si l'article 21 de la Loi sur l'évaluation foncière s'applique à ces terrains, leur valeur réelle doit être utilisée pour les fins de calcul. Le produit de ce paiement doit être affecté à un fonds spécial qui ne peut servir qu'à l'achat de terrains destinés aux fins d'établissement de parcs et de terrains de jeux ainsi qu'à leur aménagement. La ville peut cependant disposer à titre onéreux des terrains qu'elle a ainsi acquis s'ils ne sont plus requis pour fins d'établissement de parcs ou de terrains de jeux et le produit doit en être versé dans ce fonds spécial; »;

g) par l'addition, à la fin, des paragraphes suivants:

Comportement dans les endroits publics;

« 205° Pour réglementer le comportement et la conduite des occupants, spectateurs ou visiteurs à l'intérieur des bâtisses ou sur les terrains en possession de la ville et accessibles au public, ainsi que pour y prohiber tout acte de nature à nuire à la paix, au bon ordre, au confort et au bien-être des usagers et pour permettre l'expulsion des contrevenants;

Interdiction d'utiliser le nom de la ville ou son blason.

« 206° Pour décréter que nul ne peut, sans son autorisation, utiliser le nom corporatif de la ville, son écusson, ses armes ou son blason, ni le nom ou le titre d'un de ses services ou un nom ou titre susceptible d'être confondu avec celui de la ville ou d'un de ses services. »

1929, c. 95, a. 336a, mod.

16. L'article 336a de ladite charte, édicté par l'article 39 du chapitre 86 des lois de 1969 et modifié par l'article 13 du chapitre 97 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement des trois premiers alinéas par les suivants:

Démolition d'édifices dangereux.

« **336a.** Lorsqu'un bâtiment est dans un état tel qu'il peut mettre en danger la vie ou la santé des personnes ou est inoccupé et se trouve dans un état tel qu'il ne puisse être habité ou occupé, ou a perdu la moitié de sa valeur, un juge de la Cour supérieure peut, sur requête de la ville

may be authorized by such by-law to exact from the owner, instead of the cession of that area, the payment of a sum not exceeding ten per cent of the value mentioned in the assessment roll of the land comprised in the plan with or without gradation, taking account of the area of the land contemplated; if section 21 of the Real Estate Assessment Act applies to those lands, their actual value shall be used for purposes of the computation. The proceeds of such payment must be placed in a special fund which shall be used only for the purchase of land intended for the establishing and developing of parks and playgrounds. The city may however dispose for valuable consideration of lands so acquired if they are no longer required for the establishing of parks or playgrounds and the proceeds thereof shall be kept in such special fund; »;

(g) by adding at the end the following paragraphs:

“(205) To regulate the behaviour and conduct of occupants, spectators or visitors in buildings or on land in possession of the city and accessible to the public and to prohibit any act therein or thereon of such a nature as to be prejudicial to the peace, good order, comfort and well-being of the users and to permit the expulsion of offenders;

Conduct in public places;

“(206) To prescribe that no person may, without its authorization, use the corporate name of the city, its escutcheon, arms or coat of arms, or the name or title of any of its departments or a name or title likely to be confused with that of the city or of one of its departments.”

Restricted use of city name and arms.

16. Section 336a of the said charter, enacted by section 39 of chapter 86 of the statutes of 1969 and amended by section 13 of chapter 97 of the statutes of 1974, is again amended by replacing the first three paragraphs by the following:

1929, c. 95, s. 336a, am.

“**336a.** When a building is in such a condition that it may endanger the life or health of persons or is unoccupied or in such condition that it cannot be inhabited or occupied, or has lost one-half of its value, a judge of the Superior Court, upon a motion by the city presented even

Demolition of unsafe buildings.

présentée même en cours d'instance, en joindre au propriétaire du bâtiment ou à toute autre personne qui en a la garde de procéder à la démolition du bâtiment dans le délai qu'il fixe et ordonner qu'à défaut de ce faire dans ce délai la ville pourra procéder à cette démolition aux frais du propriétaire du bâtiment.

Urgence
exception-
nelle.

En cas d'urgence exceptionnelle, le juge peut autoriser la ville à procéder à cette démolition sur-le-champ et la ville peut en réclamer le coût du propriétaire.

Proprié-
taire in-
connu.

Lorsque le propriétaire du bâtiment ou la personne qui en a la garde est inconnu, introuvable ou incertain, le juge peut autoriser la ville à procéder à la démolition sur-le-champ et la ville peut en réclamer le coût du propriétaire si elle vient à le connaître ou à le trouver. »

1929, c.
95, a. 361,
mod.

17. L'article 361 de ladite charte, remplacé par l'article 9 du chapitre 64 des lois de 1952/1953, est modifié par l'addition des alinéas suivants:

Réparti-
tion du
coût.

« Le conseil peut aussi répartir le coût du service entre les propriétaires, locataires ou occupants des immeubles desservis, créer différentes catégories d'usagers et imposer pour chacune de ces catégories des tarifs distincts basés sur le volume, le poids, la nature des vidanges ou sur le temps requis pour leur enlèvement.

Créance
privilé-
giée.

La créance est privilégiée au même rang que les cotisations ou taxes municipales. »

1929, c.
95, a. 429,
rempl.

18. L'article 429 de ladite charte, remplacé par l'article 38 du chapitre 68 des lois de 1970, est de nouveau remplacé par le suivant:

Enlève-
ment de la
neige,
municipa-
lité voi-
sine.

« **429.** Lorsqu'une rue de la ville longe un terrain qui se trouve situé dans une municipalité voisine, le propriétaire ou l'occupant de ce terrain doit acquitter le coût du déneigement de la même manière qu'y sont tenues les personnes dont les terrains sont situés dans la ville ou suivant l'un ou l'autre des modes de répartition des coûts de déneigement que la ville détermine.

during a suit, may order the owner of the building or any other person in charge thereof to demolish the building within such delay as he fixes and order that, on failure to do so within such delay, the city may proceed with such demolition at the expense of the owner of the building.

In case of exceptional urgency, the judge may authorize the city to proceed with such demolition forthwith, and the city may claim the cost thereof from the owner.

Excep-
tional
urgency.

When the owner of the building or the person in charge thereof is unknown or of doubtful identity or cannot be found, the judge may authorize the city to proceed with the demolition forthwith, and the city may claim the cost thereof from the owner of the building if it identifies or finds him."

Unknown
owner.

17. Section 361 of the said charter, replaced by section 9 of chapter 64 of the statutes of 1952/1953, is amended by adding the following paragraphs:

1929, c.
95, s. 361,
am.

"The council may also apportion the cost of the service among the owners, lessees or occupants of the immoveables served, create various categories of users and impose for each of such categories separate tariffs based on the volume, weight or nature of garbage or on the time required for the removal thereof.

Appor-
tionment
of cost.

The claim therefor is a privileged claim of the same rank as municipal assessments or taxes."

Privi-
leged
claim.

18. Section 429 of the said charter, replaced by section 38 of chapter 68 of the statutes of 1970, is again replaced by the following:

1929, c.
95, s. 429
replaced.

"**429.** When a street in the city runs along a lot situate in an adjoining municipality, the proprietor or occupant of such lot shall pay the cost of snow removal in the same manner as persons whose lots are situate in the city are bound to do or according to one or another of the methods of apportioning the costs of snow removal determined by the city.

Snow
removal,
neigh-
bouring
municipa-
lity.

Coût basé sur l'évaluation. Si le coût dudit service est réparti d'après l'évaluation des propriétés ou des terrains, c'est l'évaluation municipale desdits immeubles qui sert de base pour la répartition. La créance de la ville est privilégiée au même rang que les cotisations ou taxes municipales.

Remboursement. La ville est autorisée à conclure des ententes avec toute municipalité voisine concernant le remboursement du coût de tel déneigement. »

1929, c. 95, a. 512, aj. **19.** Ladite charte est modifiée par l'addition, après l'article 511, du suivant :

Taxe spéciale sur les terrains faisant l'objet de développement. « **512.** La ville peut, par règlement, imposer aux propriétaires de terrains faisant l'objet de développement, une taxe spéciale destinée à couvrir en tout ou en partie le coût des travaux d'infrastructure, d'installation des services municipaux et autres améliorations prévues dans le secteur déterminé dans le règlement.

Base d'imposition. Cette taxe peut être basée soit sur l'évaluation municipale, soit sur la superficie, soit sur l'étendue en front des immeubles assujettis à cette taxe. »

1929, c. 95, a. 546c, remp. **20.** L'article 546c de ladite charte, édicté par l'article 39 du chapitre 85 des lois de 1966/1967, est remplacé par le suivant :

Infraction au Code de la route. « **546c.** Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, lorsqu'un agent de la paix constate une infraction au Code de la route (Statuts refondus, 1964, chapitre 231), il peut remplir sur les lieux un billet de contravention ou un billet d'assignation et en remettre une copie au conducteur du véhicule.

Billet tenant lieu d'avis préalable. Ce billet de contravention ou ce billet d'assignation tient lieu d'avis préalable suivant ledit code pourvu qu'il contienne une description de l'infraction, spécifie l'amende minimum et indique l'endroit où il peut être acquitté dans les six jours suivants. Les frais d'avis ne sont réclamés que si un tel avis est donné conformément à l'article 546b.

Même effet qu'en cas de violation d'un règlement municipal. Le billet de contravention ou le billet d'assignation a, pour le surplus, le même effet et doit être traité de la même façon que le billet de contravention ou le billet

If the cost of such service is apportioned according to the valuation of the properties or land, the apportionment shall be based on the municipal valuation of the said immovables. The city's claim shall be privileged, ranking with municipal assessments or taxes.

The city is authorized to make agreements with any neighbouring municipality respecting the reimbursement of the cost of such snow removal."

19. The said charter is amended by adding, after section 511, the following:

"512. The city may, by by-law, impose on the owners of lots under development, a special tax intended to cover, wholly or in part, the cost of substructural works or the work of installing municipal services and other improvements contemplated in the sector determined in the by-law.

Such tax may be based on the municipal valuation, the area or the frontage of the properties subject to that tax."

20. Section 546c of the said charter, enacted by section 39 of chapter 85 of the statutes of 1966/1967, is replaced by the following:

"546c. Notwithstanding any general law or special act to the contrary, when a peace officer observes a violation of the Highway Code (Revised Statutes, 1964, chapter 231), he may fill out on the spot a ticket or a notice of summons and give a copy thereof to the driver of the vehicle.

Such ticket or notice of summons replaces the prior notice under the Highway Code, provided such ticket or summons contains a description of the violation, specifies the minimum fine and indicates the place where it may be paid within the next six days. Costs for the notice are exigible only if such notice is given in accordance with section 546b.

Such ticket or notice of summons otherwise has the same force and effect and must be treated in the same manner as the ticket or notice of summons provided

Cost based on valuation.

Reimbursement.

1929, c. 95, s. 512, added.

Special tax on lots under development.

Tax base.

1929, c. 95, s. 546c, replaced.

Violation of Highway Code.

Ticket replaces prior notice.

Same effect as for municipal violation.

d'assignation prévus dans les cas de violation d'un règlement municipal relatif à la circulation ou au stationnement. »

for in cases of violation of a municipal by-law relating to traffic or parking."

1929, c.
95, a. 547,
mod.

21. L'article 547 de ladite charte, remplacé par l'article 15 du chapitre 47 des lois de 1944 et modifié par l'article 40 du chapitre 85 des lois de 1966/1967, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

21. Section 547 of the said charter, replaced by section 15 of chapter 47 of the statutes of 1944 and amended by section 40 of chapter 85 of the statutes of 1966/1967, is again amended by replacing the first paragraph by the following:

Commission d'urbanisme.

« **547.** La ville est autorisée à nommer une commission d'urbanisme pour toute l'étendue de son territoire. Cette commission est connue sous le nom de « La Commission d'urbanisme et de conservation de Québec ». Le conseil peut, par règlement, fixer le nombre des membres de cette commission, leur qualification, leur rémunération et la durée de leur fonction, établir les règles de procédure et de régie interne de cette commission et nommer, par résolution, les membres et officiers de cette commission. »

« **547.** The city may appoint a town-planning commission for the whole extent of its territory. Such commission shall be called "La Commission d'urbanisme et de conservation de Québec". The council may, by by-law, fix the number of members of such commission, their qualifications, remuneration and term of office, establish the rules of procedure and of internal management of such commission and, by resolution, appoint the members and officers of such commission."

1929, c.
95, a.
548e, mod.

22. L'article 548e de ladite charte, édicté par l'article 12 du chapitre 80 des lois de 1973, est modifié par l'addition des alinéas suivants :

22. Section 548e of the said charter, enacted by section 12 of chapter 80 of the statutes of 1973, is amended by adding the following paragraphs:

Exception pour les habitations dotées d'installations communautaires.

« Cependant, plusieurs bâtiments destinés à l'habitation, avec usage commun pour les résidents de certains espaces récréatifs, des aires de stationnement ou d'équipements communautaires, formant un projet d'ensemble, peuvent être érigés sur un même lot. Après le début des travaux, toute subdivision ou aliénation d'une partie de ce lot est nulle, sauf si la ville y a consenti par résolution du comité exécutif.

"However, several buildings intended for housing, with use in common of certain recreational areas, parking areas or community equipment forming a single project for the residents, may be erected on the same lot. After work has begun, any subdivision or alienation of any part of such lot is void unless the city has consented thereto by resolution of the executive committee.

Condition préalable à l'émission d'un permis.

Le conseil peut exercer, *mutatis mutandis*, les pouvoirs qui lui sont accordés par le paragraphe 204° de l'article 336, comme condition préalable à l'émission de tout permis de construction d'un bâtiment situé sur un lot visé par l'alinéa précédent. »

The council may exercise, *mutatis mutandis*, the powers granted to it in paragraph 204 of section 336, as a condition precedent to the issue of any building permit for a building situated on a lot contemplated by the preceding paragraph."

1929, c.
95, a. 571,
mod.

23. L'article 571 de ladite charte, remplacé par l'article 80 du chapitre 81 des lois de 1965 (1^{re} session), est modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

23. Section 571 of the said charter, replaced by section 80 of chapter 81 of the statutes of 1965 (1st session), is amended by adding the following paragraph:

Suppléance du greffier.

« Le greffier et ses assistants peuvent être suppléés dans leur fonction de greffier

"The clerk and his assistants may be replaced in their duties of court usher by

audiençier par les employés qu'ils désignent. »

1929, c.
95, a. 21,
mod.

24. L'article 21 du chapitre 77 des lois de 1950, modifié par l'article 87 du chapitre 81 des lois de 1965 (1^{re} session), est de nouveau modifié par le remplacement des cinquième, sixième et septième alinéas par le suivant :

« La limite suit ensuite la ligne est du lot 2345 dans une direction nord-ouest pour de là se diriger vers l'est en suivant l'alignement nord de la rue Deslauriers et son prolongement jusqu'à la ligne est de l'avenue Lesage pour de là se diriger vers le sud, en suivant ledit alignement est de l'avenue Lesage et son prolongement, jusqu'à la limite nord-est de l'emprise de la section de la voie ferrée du Canadien Pacifique qui se dirige vers le sud; ensuite vers le sud le long de la limite est de l'emprise de la voie ferrée jusqu'au milieu du boulevard Charest; de là vers l'est jusqu'à l'alignement ouest de la rue Anna et ensuite l'alignement ouest de ladite rue Anna dans une direction sud-est jusqu'à la cime du coteau Sainte-Geneviève. »

1929, c.
95, a. 18,
mod.

25. L'article 18 du chapitre 87 des lois de 1968 est modifié par le remplacement du paragraphe *c* par le suivant :

« *c*) tous les lots dont la ville est ou peut devenir propriétaire et qui sont compris dans le quadrilatère formé par le Boulevard Saint-Cyrille, les rues Saint-Simon, Saint-Joachim et Dufferin. »

1929, a.
95, arti-
cles abro-
gés.

26. Les articles 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 194, 194*a*, 195, 198, 200, 200*a*, 201, 202, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 216, 220, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 249*a*, 249*b*, 269, 275, 276, 277, 289, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 312, 313, 314, 315, 316, 316*a*, 316*b*, 319, 320, 321, 323, 333, 426, 426*a*, 427, 450, 451, 451*a*, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 474, 475, 476, 478, 479, 497*a*, 510*a* et 543 de ladite charte sont abrogés.

Pensions
aux con-
seillers des
municipa-
lités an-
nexées.

27. Une personne ayant occupé une fonction de conseiller ou de maire dans une municipalité régie par le Code municipal et dont le territoire a été annexé à celui de la ville avant le 1^{er} janvier 1975

such employees as they may designate.”

24. Section 21 of chapter 77 of the statutes of 1950, amended by section 87 of chapter 81 of the statutes of 1965 (1st session), is again amended by replacing the fifth, sixth and seventh paragraphs by the following:

“The boundary then follows the east line of lot 2345 in a north-westerly direction and then runs in an easterly direction following the north line of Deslauriers street and its extension as far as the east line of Lesage Avenue, thence toward the south following the said east line of Lesage Avenue and its extension, to the northeast boundary of the right-of-way of the section of the Canadian Pacific railway line running south; then southerly along the east boundary of the right-of-way of the railway line to the centre of Charest boulevard; thence easterly to the west line of Anna street and then the west line of the said Anna street in a south-easterly direction to the summit of the St. Genevieve Hill.”

25. Section 18 of chapter 87 of the statutes of 1968 is amended by replacing paragraph *c* by the following:

“(c) all those lots of which the city is or may become the proprietor, comprised within the quadrilateral formed by Saint-Cyrille boulevard and Saint-Simon, Saint-Joachim and Dufferin streets.”

26. Sections 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 194, 194*a*, 195, 198, 200, 200*a*, 201, 202, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 216, 220, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 249*a*, 249*b*, 269, 275, 276, 277, 289, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 312, 313, 314, 315, 316, 316*a*, 316*b*, 319, 320, 321, 323, 333, 426, 426*a*, 427, 450, 451, 451*a*, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 474, 475, 476, 478, 479, 497*a*, 510*a* and 543 of the said charter are repealed.

27. A person who held the office of councillor or mayor in a municipality governed by the Municipal Code the territory of which was annexed to that of the city before 1 January 1975 shall be eligible for

Pensions
to coun-
cillors of
annexed
municip-
ality.

est éligible à la pension prévue à l'article 15*b* même s'il n'a pas été membre du conseil pendant deux termes complets; cette pension est alors proportionnelle au nombre d'années pendant lesquelles il fut conseiller de la ville.

the pension provided for in section 15*b* even if he was not a member of the council for two full terms; such pension shall then be granted in proportion to the number of years during which he was councillor of the city.

Entrée en
vigueur.

28. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

28. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.